

Jean-Marc Berlière

"Il me raconta beaucoup de choses en effet, mais pas l'essentiel. Depuis, j'ai appris que celui qui vient solliciter les souvenirs des témoins doit en savoir plus qu'eux. Il comble ensuite les lacunes, ajuste les détails, et ne se laisse pas détourner par leur mémoire imprécise. Moi, à l'époque, je ne savais rien".

(Jiri MUCHA, 1991, *Au Seuil de la Nuit*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube).

La formule de Bacon évoquant le « poison du témoignage », reprise par Edmond Locard, inlassable avocat d'une police « scientifique » qui permettrait de substituer la preuve indiciale à la preuve testimoniale toujours fragile, rappelle la méfiance systématique que doivent susciter témoins et témoignages auprès des professionnels de l'enquête, les chercheurs de vérité que sont supposés être policiers, juges & magistrats, journalistes et... historiens.

On le sait, à de très rares exceptions, le témoin, et c'est humain, oublie, se trompe, confond, recompose, fabule, exagère, reconstruit, ment, invente, se vante ... ce qui impose des précautions particulières : vérifications scrupuleuses, croisements incessants et recoupements multiples.

Tous les historiens le savent et usent généralement des témoignages pour ce qu'ils apportent et éclairent : les reconstructions et variations de la mémoire, ses manipulations, les enjeux mémoriels et leurs évolutions, les représentations, la construction et la propagation des mythes... mais jamais pour l'établissement de faits dont acteurs et témoins n'ont qu'une vue forcément partielle et partielle ce qui impose, quels que soient l'empathie, l'admiration, le respect éprouvés, de confronter minutieusement leurs propos aux archives.

C'est toute la difficulté et l'intérêt des « archives orales »¹.

Il est toutefois une période et une catégorie de témoins qui semblent curieusement échapper aux règles critiques qui fondent la méthode historique.

1. La Résistance, une histoire « particulière » ?

La lecture de la préface du *Dictionnaire historique de la Résistance*² nous apprend que cette dernière — parce qu'elle « appartient à son temps et le dépasse », parce qu'elle est « indissociable des valeurs éthiques dont ses acteurs ont été porteurs » et constitue un des « événements fondateurs de la France contemporaine » en même temps qu'un exemple et un idéal — « requiert la prise en compte de sa part de singularité » et que son histoire semble nécessiter une écriture et relever d'une méthode particulière³...

¹ Sur le sujet, J.-M. Berlière et R. Lévy (dir), *Le Témoin, le sociologue et l'historien. Quand des policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau-Monde éditions, 2010.

² Robert Laffont, collection Bouquins, 2006.

³ C'est un propos récurrent de P. Laborie (*Le chagrin et le venin : La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard-Centurion, 2011, *passim*).

Figure centrale, avec L. Douzou, P. Laborie... de cette historiographie des « héritiers », J.-M. Guillon l'écrivait clairement dans l'avant-propos de sa thèse : " L'histoire de la Résistance est singulière. Elle ne peut être neutre, et, encore moins, insensible, d'autant que, derrière les faits et derrière les noms, on met des visages, des voix, des attitudes. L'historien de la Résistance fait obligatoirement partie de ces historiens qui entretiennent vis à vis des hommes et des femmes dont il parle un rapport qui va au-delà du rapport de sympathie habituel pour le sujet que l'on étudie. [...] Même s'il ne partage pas leurs vues, l'historien ne peut avoir qu'un infini respect pour ceux qui ont risqué leur liberté et leur vie [...] L'historien de la Résistance est un héritier. Sur un plan général, bien entendu, surtout s'il appartient à une génération comme la nôtre qui n'a eu cesse de proclamer sa filiation et sa dette à l'égard des résistants en allant parfois jusqu'à vouloir les mimer.⁴ "

Ce qui est à coup sûr singulier dans une historiographie de plusieurs milliers de titres, c'est le statut de l'acteur-témoin, la déférence, le respect, pour ne pas écrire la dévotion, manifestés à son égard. Ces acteurs, anciens résistants, qui souvent se sont mués en historiens de leur propre histoire, avec lesquels les spécialistes ont noué de fortes relations personnelles, des liens privilégiés, y apparaissent sacrés en ce sens qu'on ne saurait remettre en cause leur parole. Toute velléité critique est assimilée à du dénigrement, une « vilénie », un sacrilège, dont les troubles motifs sont à chercher dans des arrière-pensées et desseins commerciaux ou idéologiques, la volonté de « salir » la Résistance, ses acteurs, leur mémoire, leurs valeurs, leurs actions, leurs méthodes... et, pourquoi pas, une réhabilitation rampante du Pétainisme ?

De là des ouvrages, des biographies qui participent du genre hagiographique⁵... dans lesquels l'historien se fait le porte-parole, le faire-valoir de son héros ou de son héroïne qui ne sont jamais — ou rarement — mis en face de leurs contradictions ou omissions. Ces caractéristiques ont provoqué de profondes dissensions dans la communauté des « historiens de la Résistance »⁶. Il convient de souligner ici les méfaits scientifiques de cette déférence.

■ « Que d'autres aient le triste courage de dire : elle invente⁷ » : la paralysie critique.

Quelles qu'en soient les causes — posture morale et positionnement politique, connivence idéologique, empathie naturelle, conformisme, liens personnels ou histoires familiales — cette déférence empêche toute mise à distance et se traduit par le postulat suivant : on ne saurait mettre en doute des témoignages — la plupart du temps de bonne foi — dont toute recherche sérieuse démontre pourtant l'approximation, les erreurs, les affabulations.

On souligne au contraire la fiabilité du témoin : ses « informations irrécusables car puisées à la meilleure source⁸ » ; on vante « le « souci permanent de précision⁹ » de l'acteur dont on cite les

⁴ Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique*, Thèse de doctorat d'État préparée sous la direction d'Émile Témime, Université de Provence, 1989, pp.IV et V.

⁵ Deux exemples illustrent la pérennité de cette tendance à travers les générations : l'ouvrage de R. Bourderon sur Rol-Tanguy (Tallandier, 2004), une thèse récente sur Germaine Tillion.

⁶ On rappellera le clash intervenu lors de la table ronde organisée par le journal *Libération* (édition du 9 juillet 1997) autour du couple Aubrac qui attendait d'historiens, avec lesquels il entretenait des liens privilégiés et personnels depuis des décennies, un soutien contre les « calomnies » d'un journaliste qui — fort maladroitement puisqu'il donnait l'impression de reprendre à son compte les arguments de M^e Verges dans sa défense de Klaus Barbie — avait néanmoins mis en lumière quelques invraisemblances et contradictions entre les divers témoignages de Lucie Aubrac. Le front des historiens avait alors éclaté entre ceux (dont Daniel Cordier) qui avaient osé invoquer la méthode critique à laquelle ne sauraient se soustraire des figures même héroïsées par le cinéma et les inconditionnels, les fidèles, traumatisés par ce crime de lèse-majesté. On sait que l'IHTP, déjà largement fissuré par l'affaire Bartoseck, ne résista pas à ces dissensions et on pourra constater que le « casting » du *Dictionnaire de la Résistance* évoqué plus haut traduit, par quelques absences remarquables, cette déchirure.

⁷ Philippe Robrieux, chercheur au CNRS, à propos de Mélinée Manouchian (*Le Quotidien de Paris*, le 4 juillet 1985)

« archives » sans s'interroger sur leur nature. On oublie ou on feint d'ignorer l'intérêt personnel, la vigilance suspicieuse d'acteurs qui veillent à l'écriture d'une histoire sur laquelle ils entendent bien peser de tout leur poids¹⁰. Ces souvenirs, témoignages, affirmations... nourrissent ensuite les notes de bas de pages des ouvrages d'historiens qui non seulement ne critiquent pas des sources pourtant bien particulières, mais les valident de leur caution scientifique. On aboutit au syllogisme suivant : on ne saurait discuter les affirmations de témoins clés puisqu'elles sont confirmées par les « ouvrages de références » (généralement les *Chroniques de la Résistance* de Guérin et l'*Histoire de la Résistance* de Noguères...) en oubliant (?) que les dits ouvrages sont justement écrits et fondés sur ces témoignages ! Cette validation croisée, cette mise en abîme — le témoin tire argument de la caution de l'ouvrage scientifique lui-même fondé sur ses propos — est caractéristique d'une histoire sous influence dans laquelle abondent les utilisations imprudentes d'affirmations et confidences distillées par les « mythomanes de la résistance » dont parle René Fallas¹¹. Il en va de ces affabulations devenues vérités scientifiques sous la plume d'historiens peu scrupuleux comme de la fausse monnaie : frappée par de grands coupables, elles sont ensuite propagées, diffusées en toute bonne foi (?) par de naïfs innocents.

■ L'ignorance et le mépris des archives¹²

La primauté accordée au témoin, la sacralisation du témoignage s'accompagnent et s'expliquent par une méconnaissance, une sous-estimation chronique d'archives contemporaines des faits où on trouve pourtant matière à revoir et nuancer des affirmations d'autant plus péremptoires qu'elles ont été assénées, reprises et répétées *ad nauseam* depuis des décennies. Les justifications pour écarter d'un revers de main ces archives (et les travaux de ceux qui les utilisent) sont de plusieurs ordres.

La plus étonnante est sans doute une justification méthodologique et théorique selon laquelle « l'abondance documentaire » (comprendre des archives trop riches, trop nombreuses) « nuit au travail historique » et provoquerait « un certain tassement de la réflexion théorique et paradoxalement un affadissement de la pensée historique¹³ ». L'histoire serait donc

⁸ G. Perrault dans sa préface du livre de Pierre Durand, *Joseph et les hommes de Londres* (Le Temps des cerises, 1997) consacré à G. Beaufile dont il appert que les propos confrontés aux archives, sont typiquement ceux du faux témoin. Reprenant à son compte et rapportant comme authentiques des informations de seconde main, de simples rumeurs ou ce qu'il a lu chez d'autres, il fait en outre preuve d'une grande inventivité : attentats imaginaires, bilans sans aucun rapport avec la réalité, etc.

⁹ R. Bourderon est un grand spécialiste du genre qui cautionna comme préfacier un nombre impressionnant de propos et de témoignages plus que douteux : Cf à titre d'exemple extrême, sa préface des mémoires de Raph Dallidet, *factotum* et homme de confiance de J. Duclos, éminent spécialiste du vrai faux témoignage (sur les mensonges et « silences » de Raph Dallidet, cf Berlière, Liaigre, *Liquider les traîtres*, Robert Laffont, 2007).

¹⁰ Rappelons l'injonction comminatoire de plusieurs figures de la Résistance à la suite de l'affaire de la table ronde de Libération de 1997 : « *Nous n'acceptons pas* que des historiens, ou prétendus tels, s'attaquent à la mémoire des morts et à l'honneur des survivants, sur la base d'archives parfois douteuses, souvent mal interprétées et toujours isolées de leur contexte historique... »

¹¹ À titre purement documentaire, on rappellera les récits contradictoires, tous mensongers mais très convaincants et donc (?) convaincants donnés à des interlocuteurs d'une grande naïveté par Fosco Focardi de

« l'exécution de Gitton » (cf *Liquider les traîtres*, pp.367-70) ; les versions multiples et divergentes données par les acteurs (Ravanel, Kriegel, Lucie et Raymond Aubrac...) de l'évasion de l'Antiquaille, le 24 mai 1943, de « Asher, Fouquet, Marchal » auxquels on ajoute parfois « Vallet » (Aubrac) quoiqu'il ait été remis en liberté le 10 ou le 14 mai...

¹² Dans un essai qui ne manque pas d'une certaine lucidité sur l'historiographie de la Résistance (L. Douzou, *La Résistance une histoire périlleuse*, Points, 2005) l'ouverture et l'utilisation des archives n'apparaissent pas comme un critère discriminant dans le champ étudié par l'auteur.

¹³ Serge Wolikow, « Le Komintern, le PCF et les débuts de la Résistance » in J.-M. Guillon et P. Laborie (dir)

Mémoire et histoire de la Résistance, Toulouse, Privat, 1995. Le propos est d'autant plus savoureux que le texte dont il est tiré constitue une bonne illustration, voire un cas d'école, des limites d'une étude fondée sur des hypothèses dont les découvertes archivistiques ultérieures allaient en partie démontrer l'inanité.

essentiellement une réflexion théorique, une construction conceptuelle dont l'auteur ne se laisse pas arrêter par les contradictions et les pesanteurs des faits et de la réalité. Tout est dit ici d'une certaine histoire de la Résistance : de ce qu'elle se veut, de ce qu'elle n'est pas, ne veut pas, ne peut pas être. La sagesse populaire considère qu'avant de poser le toit d'une habitation on doit d'abord en construire les murs, une certaine historiographie de la Résistance démontre qu'on peut procéder à l'envers : la réflexion théorique prime et peu importe que les faits soient assurés, connus ou même étudiés...

Deuxième argument : il n'y a pas d'archives. C'est notamment le point de vue soutenu par Serge Raveland lors de la polémique entourant le livre de Gérard Chauvy, *Aubrac, Lyon 1943*, qui souligne quelques-unes des contradictions importantes entre les faits et les propos de témoins prestigieux : « La caractéristique de toutes les périodes de clandestinité c'est qu'il n'y a pas de documents, de traces écrites : tout repose sur la mémoire.¹⁴ » Quel crédit accorder à un acteur qui explique pourtant son arrestation (et celles de Kriegel et Aubrac), en mars 1943, par la découverte de nombreuses archives de l'AS par la police lyonnaise ? Peut-on raisonnablement prétendre qu'un(e) agent de liaison, apprenait par cœur les dizaines de messages et consignes à transmettre à ses différents rendez-vous et contacts quotidiens ? Imagine-t-on un résistant mémorisant réponses et rapports qu'il/elle doit rapporter à son responsable ? Cette vision est parfaitement *fabuleuse*. La réalité c'est que tout résistant arrêté, est 9 fois sur 10, porteur de documents. Lucie Gratadoux et Julia Romain qui assuraient la liaison entre Duclos et Brossard, le responsable des cadres, arrêtées le 27 février 1943, transportaient dans leurs cabas, sous le ravitaillement destiné à la direction clandestine, rapports et documents internes dont on imagine l'intérêt pour l'histoire du PCF clandestin.

Troisième argument : les archives sont « douteuses ».

Tous les historiens savent que toute archive comporte pièges et limites et exige critique interne et externe. Dans ce domaine, rien n'est d'ailleurs plus édifiant que les dossiers montés après-guerre par les résistants eux-mêmes pour obtenir une reconnaissance de leurs droits, de leurs titres, les assimilations de grades, pensions, décorations attachées au Certificat d'appartenance à la résistance intérieure française, objet de tant de tensions et débats dans les milieux résistants divisés de l'après-guerre. La lecture des dossiers conservés par le « Bureau résistance » au SHD donne largement à voir montages, exagérations, certificats de complaisances, attestations croisées et réciproques. Une arrestation par la police française pour infraction au décret-loi Daladier y devient une arrestation « par la Gestapo » — forcément suivie de tortures — une condamnation pour reconstitution de parti dissout, suivie d'un internement dans un Centre de séjour surveillé devient une « déportation » dans un camp (parfois « de la mort »), le tout justifiant une entrée en résistance en... juin 1940. En termes d'archives douteuses, on est largement servi et on imagine une étude de la Résistance et des résistants fondée sur de telles affirmations. C'est pourquoi il faut absolument croiser ces témoignages avec d'autres archives : ce qui nous amène à un autre problème.

La répression a longtemps constitué un point aveugle dans l'historiographie de la Résistance. Confondant dans un impressionnant salmigondis, services officiels et parallèles, allemands et français, civils et militaires, professionnels et amateurs, structurels et exceptionnels... les historiens de la Résistance ont, par manque de curiosité, fait preuve d'un conformisme impressionnant. Après un monopole écrasant de « la Gestapo » — métonymie de toute la répression et de services allemands pourtant traversés de concurrences sévères — assistée parfois de la Milice, apparaît, à la fin des années 1980, un nouvel interlocuteur. Après que les auteurs du *Sang de l'étranger* (Fayard, 1989) ont, les premiers, montré leur rôle dans la traque des FTP-MOI, les brigades spéciales de la direction des RG de la PP — les « BS » — largement surévaluées¹⁵

¹⁴ Le texte de Raveland paru dans *Lyon capitale*, est consultable sur le site <http://www.lyoncapitale.fr/anciens/117zoom.html>

¹⁵ R. Bourderon, pour valoriser l'action et l'importance du PCF clandestin qu'elles combattent, n'hésite pas à décupler leurs effectifs réels qui n'ont jamais dépassé 200 (cent pour chacune des deux BS) : " Les brigades

deviennent omniprésentes, alors même qu'elles n'existent qu'à Paris.¹⁶ Un plus grand intérêt pour cette question aurait pourtant permis aux spécialistes de découvrir la richesse d'archives qu'ils ont, pour la plupart, totalement négligées au prétexte qu'elles seraient moralement impures, objectivement douteuses.

Moralement impures ? Parce que ce sont les archives « de la répression », c'est-à-dire produites par les ennemis de la Résistance et qu'on ne saurait fonder quelque raisonnement que ce soit, accorder quelque crédit que ce soit à ceux qui la combattaient elle et ses valeurs. On se souviendra (toute révérence gardée) que c'est le type d'argument qu'on opposa à Raul Hilberg qui, partant du principe que seuls les nazis connaissaient la réalité et l'ampleur du mécanisme génocidaire dont les survivants n'avaient perçu qu'un aspect, avait utilisé les archives des bourreaux pour son étude de la destruction des juifs d'Europe...

Douteuses ? Les archives de police sont des archives fabriquées (sic), triées, expurgées, instruites uniquement à charge... PV d'interrogatoires, aveux extorqués sous la torture n'ont aucun intérêt puisque les propos tenus par les résistants interrogés y sont inventés. Quant aux rapports d'enquête des policiers, « montés » pour « charger » les résistants arrêtés, ils n'ont pas plus d'intérêt (si ce n'est de prouver la vilenie des policiers français).

Il est certain que les archives de police méritent — autant que celles du PCF ou d'un club de football — le strict respect des règles critiques et d'abord une vraie connaissance des services et des hommes qui les produisent et des conditions dans lesquelles ils le font.

Notons que l'on aimerait voir cette exigence hypercritique appliquée à des témoins dont les utilisateurs semblent négliger l'hypothèse qu'ils peuvent autant mentir à l'historien naïf qui vient recueillir leurs témoignages des décennies après les faits qu'au policier qui les a interrogés en 1943. Passons sur le mépris que traduit cette mise en garde vis à vis des « archivores » (Baynac) qui seraient de pauvres esprits néo-positivistes abusés par leur crédulité et leurs *a priori* idéologiques. En fait cet argument démontre surtout une méconnaissance absolue de ce que sont ces archives et de leur contenu, comme d'ailleurs de ce que furent la résistance et la lutte clandestine, le travail et le professionnalisme des organes répressifs.

Rappelons donc une énième fois que l'exploitation systématique des rapports de la Police municipale et du laboratoire de la rue de Dantzig pour le département de la Seine, de la gendarmerie et de la Sûreté nationale en province, devrait constituer un réflexe pour tout historien ayant l'ambition d'écrire sur la Résistance puisqu'elle permet, comme celle des archives allemandes quand elles existent, de dresser un bilan précis des attentats et actions de la résistance armée : *exit* les 100 morts du Rex¹⁷, les GMR tués à Cajarc ou à la Souterraine¹⁸, le « grenadage » meurtrier d'une compagnie de soldats allemands sur les Champs Élysées ... Les constats — qui n'étaient pas destinés à être rendus publics et qui ne cherchaient pas à minorer l'action « terroriste » — montrent une réalité moins impressionnante : beaucoup de vitres cassées, des bilans humains modestes (on imagine les représailles allemandes si les « scores » revendiqués par les « acteurs » avaient été réels). Mais nos spécialistes ne sauraient remettre en question des propos signés Ouzoulias, Tillon, Beaufile, Durand...

La Résistance apparaît dans ces archives pour ce qu'elle fut surtout : un combat d'amateurs — ce qui n'enlève rien à leurs mérites, au contraire — contre des professionnels. Les uns accumulent

spéciales, dépendant des Renseignements généraux, et dont les effectifs furent de l'ordre de 2000 à 2500 individus" (*Détruire le PCF*, Paris, Messidor, Éditions sociales, 1988, p.35)

¹⁶Sur le rôle des RG dans la répression, cf J.-M. Berlière « Les renseignements généraux sous l'Occupation : enjeux, dérives et tentations d'une police d'information », dans S. Laurent (dir.), *Pratiques et usages de la surveillance politique XIXe-XXe siècles*, Bordeaux, PUB, 2011.

¹⁷Sur cet attentat, Berlière, Liaigre, *op.cit.*, 2007, pp. 161-64 et 422-423. En réalité l'attentat — un des plus meurtriers — fit trois morts.

¹⁸Le 10 et le 21 avril 1944. *France d'abord* (communiqué 41 bis), repris par Noguères, fait état respectivement de 12 morts, 25 blessés et de 5 morts parmi les GMR : les archives donnent à voir un bilan différent : 1 et 2 blessés.

imprudences et naïvetés, les autres étalent leur métier, leur expérience, leur efficacité, source de bien des chutes et retournements.

Cette incompréhension de la nature de ces archives explique la méconnaissance abyssale de leur contenu. Redisons que toute arrestation donne lieu à des fouilles et visites domiciliaires fructueuses : c'est par valises entières que les policiers déménagent les archives des « cadres » et responsables arrêtés. C'est pourquoi les « archives de la répression » contiennent de très nombreux documents originaux émanant directement des mouvements, réseaux, partis, responsables, personnalités dont il est ahurissant qu'ils n'aient jamais été consultés par leurs historiens. Le PCF lui-même pourtant présenté comme pétri de la culture du secret et de l'expérience de la clandestinité, a produit une masse impressionnante de rapports, ordres, contrôles qui complètent ceux des archives conservées à Champigny, Montreuil, Bobigny¹⁹... Ces masses documentaires, loin de « tarir la réflexion », alimentent des problématiques revisitées et renouvelées, elles permettent une plongée directe et privilégiée au cœur des réseaux, mouvements et partis dont études et monographies gagneraient à être revisités et révisés. Les travaux récents ou en cours donnent un sérieux coup de vieux à une histoire dont le *Dictionnaire de la Résistance* illustre acquis et faiblesses, partis-pris et lacunes.

2. La Résistance : une histoire à revoir...

La fréquentation assidue des archives montre que, pour l'essentiel l'histoire de la Résistance est une histoire sous influence, largement légendaire, mémorielle, pleine de lacunes et de silences, caractérisée par le crédit aveugle accordé à des acteurs dont on ne saurait mettre en doute les propos, une histoire souvent marquée par des a priori idéologiques ou moraux, caractérisée par l'autocensure, l'absence de mise à distance qui sied à toute recherche scientifique...

Sans qu'il soit possible dans le cadre de cette intervention de faire le tour des lacunes qui caractérisent l'historiographie, citons quelques-uns de ses traits remarquables.

■ L'élimination ou l'euphémisation.

Parmi les événements, épisodes, questions systématiquement ou trop longtemps éludés, minorés, négligés ou enfermés dans un solide négationnisme, citons : l'entrée en résistance du PCF et sa chronologie avec toutes les questions qui y sont rattachées comme le défaitisme révolutionnaire et les sabotages de l'effort de guerre pendant la « drôle de guerre », la négociation menée avec les autorités d'occupation en vue de la réparation de la presse communiste, la réalité des appels à la résistance de Tillon ou « du 10 juillet », l'effectivité de la résistance de Guy Môquet ; le bilan matériel et humain des sabotages, attentats et actions armées ; la place, l'importance de l'argent dans les motivations résistantes et les dérives de certains acteurs et groupes vers une délinquance de droit commun dont le patriotisme ne sert plus que de mince paravent ; l'importance du sexe et les problèmes dérivés qui, comme l'argent, taraude tous les groupes et tous les réseaux, explique nombre d'épisodes sombres, inexplicables, bien des trahisons et des chutes ; la question des aveux, des résistants qui ont parlé, dont on a laissé entendre dans une légende complaisante qu'ils étaient une minorité alors que c'est le silence qui est exceptionnel, la plupart des résistants arrêtés ont parlé et c'est leur rendre leur humanité que de le dire et de cesser d'alimenter la légende des « hommes de fer » ; les exécutions et règlements de compte personnels, politiques, amoureux,

¹⁹ Mounette Dutilleul, quoiqu'elle s'en défendît jusqu'à sa mort, fut arrêtée porteuse de dizaines de « biographies » que le parti clandestin continuait d'exiger de ses militants. Une imprudence bureaucratique qui s'est traduite par des arrestations en série lorsque des responsables des cadres (Brossard), des interrégionaux (Pican, Cadras) furent arrêtés, provoquant des chutes en série attribuées à des « trahisons » imaginaires et entraînant des exécutions bien réelles (affaire Déziré). Le PCF était si conscient de l'intérêt de ces archives que, dès le 25 août, Lecoœur se rendit à la préfecture de police pour y déménager une partie importante des dossiers des brigades spéciales. Pour toutes ces questions et de très nombreux exemples, Cf J.-M. Berlière, et F. Liaigre, *Le Sang des communistes* (Fayard, 2004) et *Liquidier les traîtres* (Robert Laffont, 2007).

financiers... camouflés sous des impératifs de sécurité, des ordres supérieurs, des motifs patriotiques, les principes d'une « justice révolutionnaire ou populaire » ; les actions imprudentes, inconsidérées menées par des maquis ou des groupes dont les initiatives militaires n'ont pas fait avancer la libération d'une demi-heure, mais sont à l'origine (ce qui ne veut pas dire qu'ils les justifient !!!) de maintes exactions et actes de représailles allemandes dont les habitants et les paysans furent les victimes ; les assassinats, atrocités, actes de barbarie commis au nom de la lutte patriotique par maquisards, FFI et gens se réclamant de la résistance dans les derniers mois de l'occupation et à la libération, longtemps tus, minorés, ou « justifiés » par les crimes miliciens ou nazis, comme si les uns étaient pires que les autres, comme si certains étaient excusables.

Ces évitements, ces silences ont eu plusieurs conséquences.

Tout d'abord celle de laisser en blanc des pans entiers de l'histoire de l'occupation et de la résistance comme la simple étude et élucidation des faits, considérée comme une besogne subalterne clairement abandonnée à des historiens amateurs, des journalistes, des érudits locaux, la piétaille des doctorants et des besogneux... les historiens académique se réservant les réflexions théoriques et anthropologique, les synthèses, l'arbitrage des conflits ou controverses... le tout fondé sur quoi au juste ?

■ L'inventivité conceptuelle.

Nous n'en donnerons qu'un seul exemple : la thèse de la « double ligne » qui caractériserait le PCF clandestin au tournant de l'invasion et de l'occupation. On ne dira jamais assez combien cette thèse est ahurissante pour qui est un tant soit peu familier d'un parti qui se réclame du léninisme et se veut bolchevique, pour qui connaît la nature, la réalité du débat démocratique au sein du PCF de l'époque, le sort réservé, avant, pendant, après la guerre, aux oppositionnels dont beaucoup doivent se retourner dans leurs tombes devant de telles inepties.

Rappelons en deux mots ce concept étonnant. En 1940, le PCF aurait été atteint d'une sorte de schizophrénie : tandis que la direction clandestine (Duclos, Frachon...) s'alignait sur les thèses du Komintern et relayait les ordres venus de Moscou, des communistes (et non des moindres : Tillon, Havez, Marcel Paul, Guingouin, Lecoœur...) n'ayant perdu ni la fibre antifasciste, ni la tradition des soldats de l'an 2, appelaient clairement à la lutte patriotique.

Nous avons montré²⁰ ce que cette fable, née dans la mouvance oppositionnelle d'UNIR au sein du PCF au début des années 1960²¹, comportait d'erreurs et d'invéraisemblances, et combien elle était démentie

- par les faits eux-mêmes, à commencer par la promotion de Tillon que Tréand et Frachon font « monter » à la direction dès le second semestre 1940, ce qui serait inconcevable s'il s'était écarté de la ligne.
- par le contenu objectif d'« appels » qui ne se démarquent pas significativement de la ligne et n'appellent pas clairement à la lutte patriotique, contrairement à ce qu'ont affirmé des gens qui ne les ont manifestement pas lus...

²⁰J.-M. Berlière, F. Liaigre, *L'affaire Guy Môquet*, Larousse, 2009, pp. 71-81).

²¹C'est en janvier 1958, qu'Auguste Lecoœur, qui a été exclu du PCF, lance l'idée dans *La Nation socialiste* : il n'a pas suivi la ligne dans le Pas de Calais et les communistes de son département sont entrés en Résistance dès 1940. Auguste Havez, soutient-il, a également bravé la ligne du Parti et a permis aux communistes bretons de poursuivre la lutte antifasciste dès 1940. Les militants d'UNIR – Lecoœur n'en est pas membre puisqu'il n'est plus militant communiste – abondent en son sens comme en témoigne le livre qu'ils publient anonymement en 1962 (UNIR, *Histoire du Parti communiste français, de 1940 à la Libération*, Paris, UNIR, tome II). Les militants d'UNIR continueront à promouvoir cette thèse après la dissolution de ce groupe oppositionnel en 1974, par exemple Roger Pannequin (*Ami si tu tombes*, 1976). Des anciens résistants communistes en délicatesse avec leur Parti mais qui n'ont pas été membres d'UNIR lui font également la part belle, à commencer par Charles Tillon exclu du PCF en 1970 (*On chantait rouge*, Paris, Robert Laffont, 1977 ; *Les FTP*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1991). Merci à Franck Liaigre pour ces détails.

Il n'en demeure pas moins que ces contre-vérités, contredites par de nombreux résistants communistes demeurés fidèles à leur parti, se retrouvent désormais dans tous les ouvrages consacrés au PCF. L'autorité de leurs auteurs donne une caution scientifique à un argument polémique né 20 ans après les faits, dans le cadre des luttes internes du PCF.

■ Erreurs, légendes, stéréotypes

Ils abondent dans une historiographie fondée sur le témoignage, contentons-nous d'en donner quelques exemples. Ce sont sans doute les attentats qui fournissent le terrain le plus propice aux mystifications et affabulations. Celles-ci sont de plusieurs sortes : l'invention pure et simple ; la surévaluation systématique des bilans ; l'élimination non moins systématique des victimes collatérales, le tout étant porté par « l'empathie participative » d'historiens nostalgiques d'une épopée guerrière qu'ils n'ont, pour la plupart, pas connue...

Les *attentats imaginaires* abondent dans une historiographie d'où l'épique n'est jamais absent et s'il y a quelque injustice à privilégier des auteurs plutôt que d'autres, Albert Ouzoulias, candidat sérieux au Tartarin d'or, mérite d'être sorti du lot, ne serait-ce que parce que les citations de ses affabulations nourrissent les notes de bas de pages d'un peuple historien — professionnel ou amateur — conquis. Parmi des dizaines d'autres fait controuvés, il évoque assez longuement²² ce qui serait, historiquement, le premier acte de la lutte armée : l'assassinat par Le Berre, Manuel et Bourdarias d'un officier (ou un soldat, les « experts » divergent) allemand, Porte d'Orléans, la nuit du 13 août 1941. Évoqué avec un grand luxe de détails par Claude Angeli et Paul Gillet²³ — l'arme employée est « une baïonnette emmanchée dans un système à cran d'arrêt », rapportée par le père de Le Berre de la guerre de Syrie en 1919 — repris par nombre d'historiens à l'instar de Henri Michel²⁴, cet attentat est le type même de l'épisode imaginaire qui donne lieu à des variations libres et des improvisations plus ou moins imaginatives²⁵.

On aurait tort de croire que les nouvelles générations d'historiens font preuve de davantage de discernement et d'esprit critique : « À compter de janvier 1941, Marcel Paul se voit en outre chargé de mettre en place l'organisation spéciale (OS) pour la région parisienne [...] Il appartient à son triangle de tête. À ce titre, il prend aussi part à l'action sur le terrain, comme au printemps 1941, à l'occasion d'un attentat manqué commis dans la forêt de Chantilly contre un train spécial [...] qui s'avéra être celui du maréchal Goering²⁶ ». Il s'agit-là d'une série de *scoops* suffisamment sensationnels pour que l'on cherche fiévreusement la référence de cette série de (fausses) informations. L'origine de cette série d'affabulations semble être un entretien datant du début des années 1970 de Marcel Paul avec Henri Alleg : ni l'auteur, ni son directeur de thèse, ni le directeur scientifique de l'éditeur ne semblent avoir conçu le moindre doute sur sa fiabilité.

L'*exagération systématique des bilans* est une loi du genre : si elle peut bien sûr se comprendre dans le cadre d'une lutte dont on veut exalter l'efficacité pour galvaniser les énergies, elle n'a plus de sens — et surtout pas celui du ridicule — dans des ouvrages qui se veulent scientifiques. E. Jäckel, comparant les archives militaires allemandes et les chiffres totalement irréalistes avancés par Robert Aron puis Henri Michel sur les combats du Mont Mouchet²⁷, avait souligné, il y a un demi-siècle le problème de la surévaluation à la limite du grotesque et de l'indécence — des

²² *Les fils de la nuit*, Paris, Grasset, 1975, 115-116. Cf Berlière, Liaigre, *Le Sang des communistes*, op. cit., pp.100-102 pour la discussion critique.

²³ *Debout Partisans. Les communistes dans la Résistance, de la débâcle aux FTP*, Fayard, 1970, pp. 317-318.

²⁴ *Paris Résistant*, Albin Michel, 1982, page 164

²⁵ « Maurice Le Berre et le jeune communiste espagnol Manuel ont 'fait' leur premier officier allemand dès la première quinzaine d'août [...] : un Allemand qui sortait d'un hôtel de passe près de la porte d'Orléans, en rebouclant son ceinturon, et que les deux jeunes communistes ont exécuté à la matraque et au couteau » (Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France, juillet 1941-octobre 1942*, Paris, Robert Laffont, 1969, Tome 2, pp. 76 et 77).

²⁶ Olivier Lalieu, *La zone grise ? La Résistance française à Buchenwald*, Tallandier, 2005, p.129.

²⁷ *La France dans l'Europe de Hitler*, Fayard, 1968, p.463, n.12.

centaines de soldats allemands tués, des chars tiges détruits par dizaines — de la saga militaire des maquis. Si on en juge par les légendes qui ont toujours cours (les Glières), il semble avoir été peu suivi.

Le problème est comparable pour la « lutte armée » menée dans le cadre urbain, là aussi les légendes épiques ont la vie dure. Albert Ouzoulias s’y distingue. « Presque chaque nuit, en septembre et début octobre 1941 [à Paris], on découvre sur les trottoirs, quelques officiers [tués] [...] Les boueux passent, vident les boîtes et laissent là les beaux officiers²⁸. » Pour saisir tout le sel de tels propos qui ont influencé des dizaines d’auteurs, rappelons qu’un inventaire systématique des attentats dans *l’intégralité* des fonds provenant de l’ensemble de tous les services de la préfecture de police qui étaient dépêchés sur les lieux des attentats, montre que deux Allemands ont tués en région parisienne de juin à octobre 1941 : Alfons Moser le 21 août 1941 et le capitaine Scheben le 15 septembre : les éboueurs n’ont pas été trop perturbés....

Ouzoulias a de sérieux rivaux. Gaston Laroche par exemple qui, entre autres faits d’armes, cite celui de Roger Rouxel, membre du 3^e détachement des FTP -MOI de la région parisienne, qui lance une grenade le 18 mars 1943 sur un autobus allemand, tuant trois Allemands et en blessant douze autres²⁹. En réalité, cet attentat qui a lieu le 17 mars 1943 à 22 heures, avenue de Châtillon à Paris n’atteint pas son but : la bombe lancée n’explose pas³⁰.

La *mort des partisans* donne souvent lieu à des développements épiques dont on peut se demander s’ils leur rendent réellement hommage. Un exemple parmi des centaines : la fin de Joseph Clisci. Abusés par David Diamant, les auteurs du *Sang de l’étranger* écrivent (p. 316) : « Le repli s’effectue comme prévu [...] jusqu’au moment où Clisci, qui assure la deuxième défense, se voit barrer la route par un passant. Courte bagarre, il se dégage et s’enfuit [...] Du soupirail de sa cave, Clisci vide son chargeur sur les Allemands. Il garde pour lui la dernière cartouche. » Les auteurs sont cependant plus mesurés qu’un certain nombre de leurs devanciers : *Pages de gloire des 23* (Paris, Immigration, 1951, p. 128) décrit la scène dans le style épique qui a encore cours 5 ans après la guerre : « Par sept fois, il fit feu. À chaque coup, un Allemand était touché ». Si l’on s’en tient aux rapports des différents services de police dépêchés ce 2 juillet 1943, rue de l’Abreuvoir à Clichy, les faits s’établissent ainsi : après avoir tiré sur un passant ayant tenté de le ceinturer – ce passant a reçu une balle dans le ventre - J. Clisci, chef du 1^{er} détachement FTP-MOI, s’est réfugié dans un immeuble et lance une grenade sur les Allemands, blessant l’un d’entre eux à la cuisse. Touché par plusieurs balles lors de l’assaut, il meurt de ses blessures à l’hôpital Beaujon ce même jour à 21 heures 45. Se basant sur Gaston Laroche, Henri Noguères³¹ affirme qu’il a tué ou blessé treize Allemands avant de se suicider et Boris Holban pourtant alors conscient du principe de déréalité des communiqués FTP écrit : " Clisci est armé et chacune de ses balles fait mouche.^{32"}

L’élision ou le déni des victimes collatérales est systématique.

Évoquant un attentat spectaculaire opéré par Le Berre, Barrachi, Debrais et Rousseau, le 29 mai 1942 contre le bar *Chez Moreau*, en face du Palais de justice, 5 boulevard du Palais, repaire supposé des policiers des brigades spéciales à l’heure de l’apéritif, Ouzoulias écrit : « De nombreux tortionnaires sont tués ou grièvement blessés. » En réalité, il n’y avait aucun policier des BS dans le bar et si l’attentat fit deux victimes, il s’agissait du garçon de café et d’un

²⁸ *Les Bataillons de la Jeunesse*, éditions sociales, 1972 (rééd), page 137.

²⁹ *On les nommait des étrangers. Les immigrés dans la Résistance*, Les éditeurs français réunis, 1965, p. 78

³⁰ Il faudrait un dictionnaire pour lister les attentats imaginaires et leurs les innombrables victimes évoqués notamment dans les monographies régionales dont les auteurs rivalisent d’imagination quant aux circonstances et moyens employés — la moissonneuse-batteuse étant une des trouvailles les plus originales — pour tuer des « boches » dont la disparition échappe systématiquement à des autorités d’occupation auprès desquelles les personnages campés dans des fictions comme *La Grande vadrouille* ou *la 7^e compagnie* paraissent doués de QI de prix Nobel...

³¹ *Histoire de la Résistance en France, novembre 1942-septembre 1943*, Robert Laffont, 1972, p. 522. Clisci est rebaptisé Clischitch par Noguères.

³² Boris Holban, *Testament*, Calmann-Lévy, 1989 p. 107.

inspecteur de la police judiciaire. Sur les six blessés graves qu'on conduisit à l'Hôtel Dieu, deux travaillaient à la PP — un chauffeur et un appariteur — les quatre autres étaient des consommateurs sans rapport avec l'institution.

Le 4 avril 1943 vers 22 heures 15, gare de l'Alma, un attentat par explosif contre un wagon blessé 12 Allemands mais tue une fillette, Jacqueline Franchet (née en 1937), et une jeune femme Andrée Sannier (née en 1925). Cinq voyageurs sont, en outre, blessés. Raymond Kojitsky, l'auteur de l'attentat qu'il situe le 15 février 1943 n'en dit rien, mais écrit : « On saura donc que cette grenade a fait beaucoup de morts et quelques blessés³³ ».

Comme le reconnaît, 50 ans après les faits, Boris Holban — « Il n'est que de relire les communiqués de l'époque pour constater notre tendance à prendre nos désirs pour des réalités³⁴ » témoins et acteurs, souvent de bonne foi, ont façonné et cristallisé leurs « souvenirs » à partir de communiqués FTP qui n'avaient qu'un rapport très lointain avec la réalité pour les raisons évoquées et parce que les FTP n'avaient pas les moyens d'aller vérifier sur le terrain l'impact de leurs actions et que les dirigeants devaient se fier aux récits des combattants. Le problème vient de ce que des historiens imprudents ont systématiquement validé leurs exagérations,

C'est le cas pour l'attentat commis, le 28 juillet 1943, vers 9 heures, avenue Paul Doumer (16^e arr), contre le général Schaumburg, adjoint au commandant du Gross Paris, relaté dans *Le sang de l'étranger*³⁵. L'affaire, particulièrement audacieuse, échoue doublement : le général n'était pas dans la voiture et la grenade est tombée non pas sur la voiture mais sur un Français à moto et qui est tué. Comment le rapport d'activité des FTP- MOI de juillet 1943, rend-il compte de l'événement ? « Equipe spéciale de la MOI a attaqué à la grenade la voiture décapotée du général commandant du Grand Paris. Dans la voiture, il y avait le général, son aide de camp et son chauffeur. La grenade a été tellement bien lancée qu'elle est tombée au milieu des trois boches. L'explosion a eu lieu à l'intérieur de la voiture qui a dégingolé avec ses occupants déchiquetés [...] Participants : 10 318, 10 291, 10 305 et 10 161 [Pivert, Rajman, Kneler, Jean]. Le grenadier matricule 10 318 qui s'est distingué par son courage et son sang-froid est proposé pour la citation, ainsi que toute l'équipe qui a participé avec lui à cette action ».

On pressent aisément, les problèmes posés par l'utilisation de ce type de source, même par des chercheurs confirmés. Les auteurs du *Sang de l'étranger* qui furent pourtant parmi les premiers à recourir à l'archive publique (13% de leurs références en notes de bas de page) en sont l'illustration. Ils évoquent (p. 314) le « grenadage », le 8 septembre 1943, d'un camion allemand à Saint Ouen. La source utilisée par les auteurs est un communiqué FTP-MOI auquel ils accordent un imprudent crédit pour notamment conclure que « la synthèse de septembre [43] donne une idée de la densité et de l'importance des attentats » (p.314) . Les archives de la PP nous apprennent le détail de l'affaire. Le 8 septembre 1943 vers 12 heures, à Saint-Ouen, devant le 68 rue de la Chapelle, un attentat à la grenade contre un camion allemand a bel et bien eu lieu.. Mais un des passagers du camion a rejeté la grenade sur la chaussée. Deux passants, deux Français, sont légèrement blessés.

L'« empathie participative » d'un certain nombre d'historiens les conduit à adopter un style épique à mille lieues de la neutralité et de la nécessaire mise à distance comme le montre leur recours à un vocabulaire martial : « grenadages, coups de main, attaques, assauts, opérations » se succèdent sous leur plume. Croyant sans doute prolonger le combat de leurs héros dont ils adoptent thèses, sentiments, sympathies, détestations, ils n'ont que mépris ou indifférence et en tout cas aucune compréhension encore moins de compassion, pour les victimes du « mauvais » camp qui sont « abattues », « exécutées », « liquidées », « éliminées » — jamais tuées, encore moins

³³ Raymond Kojitsky, *Pivert, histoire d'un résistant ordinaire* écrit par Daniel Goldenberg, Calmann Lévy, 1991, pp. 67 et 68. On comprend bien évidemment que les auteurs d'une action ne restent pas sur place pour en mesurer les résultats effectifs qu'ils peuvent avoir ignorés. On peut aussi penser qu'ils ont refoulé de leur mémoire la mort d'innocents.

³⁴ Boris Holban, *Testament*, Calmann-Lévy, 1989, p. 168

³⁵ Fayard, 1989, pp.317-319.

assassinées ce qui est objectivement le cas — et une totale indifférence pour les victimes collatérales dont l'élimination systématique permet d'éviter tout débat délicat sur le terrorisme, le coût humain des représailles : autant de questions qui pourraient apparaître comme des critiques de la Résistance ou pire de la compréhension pour les vaincus, une tentative de réhabilitation d'un camp que l'histoire a condamné. D'où le caractère manichéen d'un grand nombre d'ouvrages. Si on peut comprendre les motivations de Tillon, Ouzoulias qui rédigent leurs ouvrages alors même qu'ils sont engagés dans des combats idéologiques, politiques, mémoriels au sein ou en dehors de leur parti, on attendrait davantage de détachement, de mise à distance et de neutralité de la part d'historiens auxquels il appartient de chercher à comprendre, d'expliquer toutes les attitudes *sans donner l'impression de les juger 50 ans après les faits*. En évitant de critiquer des sources dont on vient de montrer quelques exemples d'exagérations, en s'abstenant de comparer et croiser les témoignages des acteurs et de mettre en lumière — non pour les ridiculiser, mais au nom de la vérité — ces erreurs, approximations, inventions, ils valident imprudemment une histoire approximative et empreinte de légendes. Si on peut expliquer le côté erratique de certains travaux par l'inaccessibilité des archives à l'époque de leur écriture, il devient tout à fait inquiétant de constater qu'en dépit de l'ouverture des archives, aucun de ces auteurs ne s'est livré à une critique et à une révision de ses travaux, n'a corrigé ses erreurs, nuancé ses affirmations, pris de la distance avec des sources testimoniales dont il est aujourd'hui clair qu'elles sont remplies d'allégations erronées³⁶.

Une illustration de la crise de l'histoire ?

« Une histoire critique de la résistance française représente une nécessité urgente pour la recherche si elle veut se dégager de la légende » remarquait déjà E. Jäckel au milieu des années 1960. Près de cinquante ans plus tard, on a pu constater combien cette remarque reste d'actualité...

Faute de cette précaution méthodologique de base, arrivera ce qui devait arriver : la remise en cause critique de travaux qui, en dépit de la réputation de leurs auteurs, apparaissent partiels et partiaux, gravement obérés par le poids accordé aux témoignages, l'absence d'une « abondance documentaire » que permet l'ouverture des archives, clé de toute investigation historique à prétention scientifique...

« Que ceux qui ont manqué de lucidité et d'esprit critique soient un peu amers, je le comprends [...] Mais que vont penser ces jeunes Français que je plains auxquels on sert aujourd'hui par manque de rigueur une « vérité » quasi officielle » s'interrogeait René Fallas, membre du comité directeur du MLN, en 1999. C'est un réel problème surtout quand on voit que le concours de la Résistance avait mis à son programme « la répression »...

Et si la crise de l'histoire tenait à de simples questions très prosaïques :

Combien de chercheurs académiques travaillent dans les archives ?

Combien de directeurs de thèse guident leurs doctorants dans le labyrinthe des séries archivistiques ?

Combien d'étudiants en thèse, dûment chapitrés contre le néo-positivisme (sic), sont détournés d'une recherche en archives que la thèse en trois ans a, de toutes façons, rendue superficielle et illusoire ?

À ces « détails » on ajoutera quelques handicaps supplémentaires : la construction du roman national, l'instrumentalisation de l'histoire de la Résistance (Guy Môquet, Glières et Mont Mouchet ...), la complicité, la passivité... des spécialistes, assis sur leurs réputations et leurs titres, le poids du « politiquement correct ».

³⁶ On en trouvera quelques exemples dans F. Liaigre, « Du poids du témoignage dans la construction d'une histoire mythique » in Berlière, Lévy (dir) op. cit., 2010. 297-320 ou encore dans les thèses de Laurent Thiéry, *La Répression allemande dans le Nord – Pas-de-Calais, zone rattachée au MBB (1940-1944)*, sous la direction de JF Eck, université de Lille, 2011 et de Claude Barbier, *Des « événements de Haute Savoie » à Glières mars 1943-mai 1944. Action et répression du maquis savoyard*, sous la direction d'Olivier Wiewiorka, Paris 1, 2011.

Le renouvellement de l'historiographie exige un inventaire rigoureux de toutes les lacunes, de toutes les questions vierges de toute recherche ou totalement à revoir du fait des paradigmes mis en œuvre pour leur élaboration. Il viendra de chercheurs atypiques, non conformistes, archivores, sans contraintes de carrière, sans respect figé des thèses dont leurs recherches démontrent les lacunes, l'aspect souvent superficiel, contestable...